

# La notion de nation sous la loupe

■ Les nations ne sont pas une réalité scientifique ni un phénomène naturel, mais en grande partie une question de foi, comme le démontre le cas de l'Ecosse et du Royaume-Uni.

Mes collègues de l'autre côté de la Manche sont dans un état d'excitation remarquable ces derniers jours. Le référendum écossais sur l'indépendance, déjà vecteur d'un insoutenable suspense, semble maintenant marquer le début d'une réaction en chaîne constitutionnelle qui met le Royaume-Uni sur la voie du fédéralisme, un terme qui pour beaucoup de Britanniques sonne toujours aussi grossier que cet autre mot en f\*\*\*.

Car si la question écossaise peut maintenant sembler réglée, elle met à présent la question anglaise à l'avant-plan. On a promis des compétences élargies à l'Ecosse, mais comment traduire cela au niveau de l'Angleterre?

Un parlement rien que pour eux? Une décentralisation vers les régions, vers les communautés urbaines? Et surtout: les Ecossais peuvent-ils continuer à voter à Westminster pour les questions qui ne concernent que les Anglais? Cette "Question du West-Lothian" hante déjà le débat politique britannique depuis qu'en 1977 elle a été posée à Westminster par un représentant écossais du district du même nom. Et comme elle met en jeu d'importants intérêts des partis, elle n'est pas si facilement soluble. Bref: politologues et constitutionnalistes se réjouissent déjà à l'idée de débats institutionnels sans fin qui menacent de dépasser en complexité nos palabres belges sur la réforme de l'Etat.

C'est une autre question de savoir si les participants au référendum écossais de jeudi dernier en retireront autant de plaisir. Un sondage a révélé qu'un des moteurs du "oui" était, pour les trois quarts de ses partisans, un "désaveu de la politique de Westminster".

On peut en partie lire cela comme une voix écossaise de gauche contre une politique britannique trop à droite ou une protestation contre l'establishment politique (la campagne pour le "oui" menée par le Premier ministre écossais Alex Salmond était largement basée sur ces motifs), mais on peut aussi y voir un mécontentement plus général envers la perte d'influence sur le processus décisionnel politique, un déficit démocratique.

La question est de savoir si ce sentiment d'aliénation politique disparaîtrait réellement si l'Ecosse devenait indépendante de la Grande-Bretagne. Car voyez, Nigel

Farage et son UKIP sont déjà là pour dire que les Britanniques font face au même problème: ils ne pourront décider librement de leur sort que le jour où ils seront débarrassés de cet abominable super-Etat qu'est l'Europe. Par essence, il raconte la même histoire d'autodétermination qu'Alex Salmond. Pourtant, Farage n'est pas pour l'indépendance de l'Ecosse et Salmond ne voit pas d'inconvénient à voir sa souveraineté limitée par l'Europe. L'explication est simple: l'un est un nationaliste écossais, l'autre un nationaliste britannique.

Tous deux, ils veulent faire coïncider au maximum nation et Etat. Le problème est qu'ils doivent d'abord

se mettre d'accord sur quelle nation.

Les nations ne sont en effet pas une réalité scientifique ni un phénomène naturel, mais en grande partie une question de foi. On peut trouver des critères objectifs pour les définir, mais dans certains cas ces critères mènent à la construction d'une nation et dans d'autres cas non. La différence linguistique par exemple: en Belgique c'est un élément crucial (pas cependant à ce point crucial qu'il ait mené à un courant politique important qui plaide pour une réunification avec les Pays-Bas), mais pas au Royaume-Uni. La plupart des Ecossais parlent anglais et ne considèrent pas l'écossais comme une langue à part entière.

Il y a tout autant d'arguments à trouver pour l'existence d'une nation britannique, espagnole ou belge, que pour l'existence d'une variante écossaise, catalane ou flamande. Tout comme une matriochka contient toujours une poupée plus petite, une nation peut en héberger une autre. Pour les nationalistes, par contre, l'existence de deux nations sur le même territoire est généralement exclue. Même si c'est en porte-à-faux avec la manière plurielle dont les citoyens vivent leur identité: Ecossais mais aussi Britannique, Catalan autant qu'Espagnol, Flamand comme Belge.

Si les Ecossais avaient voté autrement la semaine dernière, la nation écossaise serait devenue un Etat mais la nation britannique n'en aurait plus été un.

Pendant que les nationalistes mènent ce type de combats, l'Etat-nation devient cependant un instrument de moins en moins pertinent pour avoir encore un impact sur une économie de plus en plus globalisée

où ce sont surtout les lois du marché qui règnent.

C'est peut-être aussi cela qui explique le sentiment de désaffection politique des Ecossais. Que l'on retrouve d'ailleurs aussi dans d'autres pays où la question "nationale" ne se pose pas ou beaucoup moins. Ainsi ces jours-ci de nombreux électeurs français trouvent visiblement que François Hollande ne mène pas la politique qu'il a promise. Une analyse partagée par son ex-ministre Arnaud Montebourg : *"En France, même ceux qui votent à gauche votent en fait pour le programme de la droite allemande."*

En des temps d'aliénation politique causée par des processus complexes et souvent invisibles, il est d'une simplicité attrayante d'entendre que la solution consiste à se débarrasser des Tories anglais. Ou des socialis-

tes wallons. Ou de la droite allemande. Ou des eurocrates bruxellois.

Mais découper des Etats-nations en exemplaires plus petits, comme quand on dépiaute une matriochka, menace simplement d'encore augmenter leur impuissance. Ainsi que les frustrations de leurs citoyens. A l'exception de ceux d'entre eux qui sont politologues et constitutionnalistes bien sûr.

→ Traduction: Jean-François Jourdain

**DAVE SINARDET**

Professeur  
de sciences politiques  
à la Vrije Universiteit Brussel  
et à Saint-Louis.